

Des élections locales aux élections européennes: pour une lecture plus nuancée de la participation des jeunes

Les scrutins municipaux, départementaux et européens de 2014 et 2015 ont à nouveau témoigné d'une plus forte démobilisation des jeunes électeurs par rapport aux autres classes d'âge. Aux enjeux parfois mal définis, ces élections intermédiaires s'inscrivent par ailleurs dans un contexte économique et social extrêmement tendu qui accentue la défiance des jeunes à l'égard du politique. Pourtant, des chiffres mettent à mal les discours alarmistes sur la participation électorale des nouvelles générations et invitent à interroger les nouveaux rapports que les jeunes entretiennent avec la vie politique.

Laurent Lardeux, chargé d'études et de recherche à l'INJEP

Le paradoxe paraît frappant : en même temps que progressent les représentations positives des jeunes à l'égard du système démocratique (82 % des jeunes de 18 à 29 ans estiment qu'un système politique démocratique est une bonne façon de gouverner, selon l'enquête « Valeurs » dont l'exploitation du volet « jeunesse » est réalisée par l'INJEP [1] [2]), l'abstention continue d'augmenter à un rythme soutenu depuis une trentaine d'années. Temps d'arrêt ou durable retournement de tendance ? Les scrutins intermédiaires de 2014 et 2015, peu mobilisateurs, ont toutefois partiellement infirmé ces tendances, en particulier s'agissant des scrutins locaux. Non seulement l'écart de participation entre les jeunes et les autres catégories d'âge tend à se réduire, mais la participation des 18-24 ans aux scrutins municipaux et départementaux augmente par rapport aux dernières élections. En revanche, les élections

européennes n'ont pas bénéficié de cette embellie ; la cohorte des moins de 24 ans désertant l'isoloir a frisé la barre des 75 %.

Municipales : un rapprochement du niveau de participation entre les différentes classes d'âge

En 2008, moins d'un jeune sur deux s'était rendu aux urnes pour élire le maire et la différence de participation entre la classe d'âge la plus abstentionniste (18-24 ans) et la plus participationniste (50-64 ans) atteignait le chiffre record de quarante points. Qu'en est-il de cet écart six ans plus tard ? Indiscutablement, les différents sondages issus des urnes le jour du vote révèlent que l'écart entre les niveaux de participation des jeunes et des autres catégories d'âge s'est considérablement réduit. Deux éléments permettent d'expliquer ce resserrement : une augmentation de la participation des 18-24 ans (+6 %) et, en parallèle à cette hausse, une

« Les élections municipales ont mis en évidence un net ralentissement du différentiel de participation entre les 18-24 ans et la population nationale »

participation beaucoup plus faible de l'électorat des 35-49 ans (-11 %) et des 50-64 ans (-11 % ; voir encadré « Repère » p. 2). Autrement dit, la progression de l'abstention entre les scrutins de 2008 et de 2014 n'est donc pas le fait des plus jeunes. Si le « moratoire civique » [3] des jeunes électeurs est toujours d'actualité, avec un retrait plus marqué de la décision électorale, ces élections municipales ont toutefois mis en évidence un net ralentissement du différentiel de participation entre les 18-24 ans et la population nationale, ce que confirment les résultats de l'étude réalisée par l'Association nationale des conseils d'enfants et de jeunes (ANACEJ) en 2014 [4].

Départementales : une rénovation du mode de scrutin favorable à la participation ?

L'hypothèse d'une plus forte mobilisation de l'électorat au cours des élections départementales de 2015 pouvait être formulée avec les différentes rénovations apportées à un scrutin régulièrement considéré comme obsolète. C'est en effet au cours de ces élections que, pour la première fois, ont été introduits à la fois le principe binominal majoritaire, avec l'obligation d'une parité parfaite

pour chaque binôme de candidats, et le renouvellement complet – et non plus par moitié – de l'ensemble des conseils départementaux. S'il demeure périlleux de mesurer les effets de ces modifications au niveau de la lisibilité du scrutin, il importe toutefois de souligner la hausse inattendue de 6 % de la participation pour l'ensemble du corps électoral par rapport aux élections de 2011. L'important écart de participation entre les jeunes et les autres catégories d'âge n'a pas été résorbé mais il convient là encore de souligner une plus forte participation des deux classes d'âge les plus jeunes (+5 % pour les 18-24 ans et +6 % pour les 25-34 ans ; voir encadré « Repère » p. 2).

Élections locales : entre zones urbaines et zones rurales

Même si certains chiffres sont à relativiser, l'abstention reste le facteur déterminant des derniers scrutins municipaux et départementaux, toutes tranches d'âge confondues, et a joué un rôle majeur dans les évolutions constatées du nouvel échiquier politique. Cette situation invite à rendre compte plus finement du profil sociologique qui se dégage des jeunes abstentionnistes. Sur ce point, deux principales caractéristiques doivent être signalées.

Du point de vue des différences constatées entre zones urbaines et zones rurales d'abord, la participation reste nettement plus élevée dans les campagnes que dans les villes, ce qui a contribué à contenir, plus particulièrement aux élections municipales, la hausse de l'abstention. En 2014, la participation des jeunes enregistrée à l'occasion du 1^{er} tour des municipales était ainsi plus élevée de 5 % par rapport à la moyenne nationale dans les villes de moins de 10 000 habitants [5]. Cette différence ville/campagne peut, d'une part, être interprétée par la plus forte confiance accordée à des élus sans étiquette partisane pratiquant bien souvent une activité politique de manière non professionnelle mais aussi, d'autre part, par l'efficacité des relations de proximité de la structure villageoise et des contraintes symboliques qu'elle peut exercer sur les électeurs, redonnant aux travaux de Paul Lazarsfeld une actualité particulière (voir encadré « Comprendre » p. 4).

Les données socio-territoriales dessinent par ailleurs une géographie de la participation en 2014 très proche de ce qu'elle avait été en 2008 avec des records d'abstention détenus par les quartiers des grands ensembles qui cumulent les facteurs socio-

REPÈRES

Participation par tranches d'âge aux premiers tours des élections municipales, départementales et européennes, et évolutions depuis les précédents scrutins

	Municipales (1 ^{er} tour)*	Départementales (1 ^{er} tour)**	Européennes (1 ^{er} tour)***
18-24 ans	47% (+6%)	29% (+5%)	26% (-4%)
25-34 ans	49% (0%)	34% (+6%)	28% (0%)
35-49 ans	61% (-11%)	48% (+8%)	35% (-1%)
50-64 ans	69% (-11%)	56% (+5%)	46% (+4%)
+65 ans	80% (+5%)	69% (+6%)	62% (+4%)
Moyenne nationale	61 (-5% par rapport à 2008)	50 (+6% par rapport à 2011)	43 (+2,5% par rapport à 2009)

* Municipales : INSEE 2008 / Opinion Way 2014.

** Départementales : Sondage IPSOS 2011 / sondages IFOP 2015.

*** Européennes : TS Sofres 2009 / sondage IFOP 2015.

Lecture : 47% des 18-24 ans ont participé aux élections municipales de 2014, soit 6% de plus que lors du scrutin de 2008.

démographiques prédisposant au retrait électoral : plus jeunes, moins diplômés, plus souvent issus de l'immigration [5]. L'abstention des jeunes dans ces territoires peut être vue comme une « crise politique de la jeunesse » [6]. C'est ainsi que les villes populaires où la part des 18-25 ans est nettement plus forte que dans d'autres territoires sont aussi celles qui enregistrent les plus forts taux d'abstention, à l'image de Vaulx-en-Velin (62 % d'abstention au 1^{er} tour des municipales en 2014 contre 56 % en 2008) ou de Villiers-le-Bel (61 % contre 51 %). Ce sont aussi dans ces mêmes villes que la démobilisation de l'électorat de gauche a été particulièrement marquée, accentuant encore un peu plus le niveau d'abstention dans ces territoires considérés jusqu'alors comme des bastions.

Européennes : de quel euroscepticisme parlons-nous ?

Le constat d'un déficit de votants aux huitièmes élections européennes de 2014 était prévisible et attendu. Poursuivant une courbe descendante depuis son coup d'envoi en 1979, année où le scrutin avait mobilisé près de 62 % d'électeurs, ils n'étaient plus que 43 % à se rendre dans les bureaux de vote 35 ans plus tard. Phénomène bien installé dans de nombreuses démocraties européennes (16 pays sur 28 ont obtenu un taux d'abstention plus important encore que celui de la France), cette désaffection a toutefois marqué un coup d'arrêt dans la progression continue dont elle faisait l'objet depuis ses origines. Malgré ce ralentissement, l'abstention prend un relief particulier dans la mesure où elle atteint un niveau bien plus important que lors des scrutins nationaux et locaux. Par son ampleur constatée aussi dans le jeune électoral, cette situation interroge, autant qu'elle inquiète, sur la possibilité d'une Europe politique à être réinvestie par les nouvelles générations de citoyens [9].

À cette désaffection vient par ailleurs s'ajouter l'hypothèse largement relayée au lendemain des élections d'un « euroscepticisme » des jeunes générations qui se manifesterait par l'importance croissante du vote d'extrême-droite, lequel atteint

Comment faciliter le vote... et limiter l'abstention des jeunes ?

• L'inscription universelle

L'inscription universelle d'office par fichiers croisés au moment d'un déménagement permettrait à chaque citoyen d'être automatiquement inscrit dans le bureau de vote de son lieu de résidence. Pour ses défenseurs, ce dispositif limiterait non seulement la part des « abstentionnistes invisibles » (les non-inscrits n'étant pas comptabilisés parmi les abstentionnistes) mais résoudrait également le problème des personnes inscrites sur les listes de leur ancien lieu de résidence, situation fréquente pour les populations les plus mobiles, plus particulièrement les jeunes.

• Le droit de vote à 16 ans

Bien que cette solution ne soit pas plébiscitée par les plus jeunes, comme le rappellent régulièrement un certain nombre de sondages, elle serait pourtant une solution efficace pour limiter l'abstention. Selon les conclusions d'une étude de l'ANACEJ [4] sur les jeunes et le vote, réalisée en collaboration avec le politologue Michael Bruter, cet abaissement de l'âge du vote aurait deux avantages : il obligerait les politiques à s'adresser directement à ce jeune électoral devenu numériquement plus nombreux et susceptible de faire basculer des élections ; de plus, cet âge durant lequel les jeunes résident généralement encore chez leur parent leur permettrait de baigner dans un environnement où le vote est connoté plus positivement.

• Le vote électronique

Pratique encore peu répandue en France, le vote par Internet souffre d'une image encore dévalorisée liée aux échecs de son utilisation lors de plusieurs consultations électroniques entachées de fraudes. Deux avis contradictoires se dégagent quant aux effets probables de son utilisation. L'un qui insiste sur ses bénéfices en termes de lutte contre l'abstention des classes d'âge les plus mobiles et non sédentarisées. L'autre, plus pessimiste, qui souligne les résultats mitigés dans d'autres pays avec l'absence d'incidence sur les populations qui ne votent pas, voire une baisse de la participation et du sentiment d'efficacité qui va de pair avec une plus faible charge symbolique de l'acte de voter.

draît, selon plusieurs instituts de sondage, le chiffre de 30 % de voix chez les 18-25 ans. Sur ce point, rappelons simplement que seul un quart de cette tranche d'âge a voté aux élections. La pratique du vote étant devenue largement minoritaire pour ce scrutin, tout repérage d'une tendance majoritaire d'une classe d'âge relèverait de la fiction. S'il est indéniable que ces tendances politiques ajoutées à un taux d'abstention record témoignent d'une plus grande méfiance à l'égard des institutions européennes, les résultats de la dernière vague de l'enquête « Valeurs » incitent à relativiser certaines analyses en révélant notamment que les 18-29 ans constituent le groupe d'âge où la confiance en l'Europe est la plus forte (+7,5 % par rapport à la moyenne), celui dans lequel s'expriment le moins des craintes à l'égard de l'Union européenne (-4,5 points) et celui qui souhaite le plus la poursuite du processus d'élargissement

de l'Union (+6,5 points) [10]. Les taux variables de participation au cours des élections européennes entre les différentes tranches d'âge n'apparaissent donc pas corrélatifs du niveau de confiance accordée aux institutions européennes.

Inscription et mal-inscription

Ces variations de la participation électorale des jeunes ne gagneraient-elles pas à être mises en perspective avec le niveau d'inscription, et de « mal-inscription » [12], sur les listes électorales ? Sur ce sujet, notons que si le taux d'inscription des 18-25 ans a toujours été plus faible que pour l'ensemble de la population française, cet écart n'a cessé de se réduire depuis les dix dernières années pour passer de 7 % en 2004 (80 % des 18-25 ans inscrits sur les listes électorales contre 87 % pour l'ensemble de la population) à 3 % (85 % contre 88 %) en 2014 [11]. Les élections présidentielles de 2007 et 2012,

COMPRENDRE

Comment se fabrique l'opinion ? Une nouvelle actualité de l'étude de Paul Lazarsfeld [7]

Contrairement à une idée largement répandue selon laquelle les messages diffusés sur les ondes, la presse ou la télévision pendant les campagnes électorales exerceraient une influence déterminante sur les opinions, Paul Lazarsfeld démontre dans les années 1950 que les canaux des relations interpersonnelles ont un rôle en réalité davantage persuasif que les médias de masse : un simple voisin peut de ce point de vue s'avérer plus convaincant et engageant qu'une émission de radio ou de télévision. Bien plus, la communication tendrait moins à aider les citoyens cherchant à s'informer qu'à renforcer des opinions lourdement déterminées par les « leaders d'opinion », c'est-à-dire des personnes d'influence de leur entourage, plus exposées aux médias, qui filtrent, transforment et transmettent les informations à leurs pairs selon leur degré de conformité aux opinions dominantes du groupe auquel ils appartiennent. À l'ère du numérique, nul doute que cette étude mérite d'être placée sous l'éclairage des technologies contemporaines de l'information et de la communication, et plus précisément du rôle joué par les forums, les blogueurs et les internautes les plus actifs dans la fabrique de l'opinion. C'est tout l'enjeu de l'enquête « Mediapolis » du CEVIPOF [8] qui montre notamment que l'essor d'Internet et la multiplication des chaînes non généralistes ont contribué à accentuer les polarisations entre les citoyens les plus politisés et ceux qui s'intéressent le moins à la politique. Par ailleurs, pour 59% des individus interrogés dans l'étude, l'avis de l'entourage familial, amical ou professionnel reste toujours largement prioritaire dans la fabrique de l'opinion, loin devant l'avis des experts dans différents types de médias (19%) et celui des journalistes (9%), redonnant ainsi tout son intérêt au rôle joué par les réseaux de communication établis par les technologies numériques modernes.

plus mobilisatrices que les élections intermédiaires, ne sont sans doute pas étrangères à ces évolutions, mais c'est sans doute la procédure d'inscription d'office, en vigueur depuis 2001, qui a le plus contribué à cette montée en charge chez les moins de 25 ans. Toutefois, ces chiffres flatteurs dissimulent une autre réalité : celle de l'augmentation continue des situations de « mal-inscription », c'est-à-dire le fait d'être inscrit dans une commune différente de son lieu de résidence. Dans un système électoral contraignant qui tend à pénaliser les groupes sociaux les plus mobiles de la population, notamment les plus jeunes amenés à déménager au cours de leurs études ou de leur entrée sur le marché du travail, les inscriptions aux anciennes adresses se multiplient. Elles représenteraient 15% des inscrits en France, autant de citoyens susceptibles de basculer ensuite dans une abstention constante tant les barrières pour participer à une élection peuvent freiner les démarches [12].

SOURCES - BIBLIOGRAPHIE

- [1] Roudet B., « Voter, ça les intéresse ? Participation électorale des jeunes et évolution du lien politique », *Jeunesses : études et synthèses*, n°8, INJEP, 2012. http://www.injep.fr/IMG/pdf/JES8_voteedesjeunes.pdf
- [2] Galland O., Roudet B. (dir.), *Une jeunesse différente ? Les valeurs des jeunes Français depuis 30 ans*, La Documentation française, coll. « Doc en poche – Regards d'experts », 2014.
- [3] Muxel A., *Avoir 20 ans en politique*, Le Seuil, Paris, 2010.
- [4] Bruter M., Clary A.-J., *Les jeunes et le vote*, rapport d'enquête ANACEJ, 2014.
- [5] Braconnier C., Dormagen J.-Y., « Ce que s'abstenir veut dire », *Le Monde Diplomatique*, n°722, pp. 4-5, 2014.
- [6] Becquet V., Tiberj V., « Introduction », *Agora débats/jeunesses*, n°51, pp. 59-64, 2009.
- [7] Lazarsfeld P.F., Berelson B., Gaudet H., *The People's Choice: How The Voter Makes Up His Mind in a Presidential Campaign*, Columbia University Press, New York, 1944.
- [8] Enquête « Mediapolis », CEVIPOF, 2009.
- [9] Muxel A., « Des élections européennes en manque d'électeurs, mais une relative stabilisation de la participation », *Les enjeux*, note de recherche n°4, CEVIPOF, 2014.
- [10] Belot C., « Les opinions des jeunes à l'égard de l'Union européenne », *Agora débats/jeunesses*, n°67, pp. 113-129, 2014.
- [11] Durier S., Touré G., « En 2014, 85% des jeunes Français de 18 à 24 ans étaient inscrits sur les listes électorales », *Insee Focus*, n°22, 2015.
- [12] Braconnier C., Dormagen J.-Y., « Une démocratie de l'abstention. Retour sur le non-vote et ses conséquences politiques lors des scrutins municipaux et européens de 2014 », *Hérodote*, n°154, pp. 42-58, 2014.

Jeunesses : études et synthèses figure dès sa parution sur le site internet de l'INJEP : www.injep.fr (rubrique « publications »)



BULLETIN D'ABONNEMENT À "JEUNESSES : ÉTUDES ET SYNTHÈSES"

À retourner à INJEP, 95 av. de France 75650 Paris Cedex 13. Mission valorisation et diffusion.

5 numéros : 20 euros 10 numéros : 40 euros

Ci-joint un règlement par chèque à l'ordre de l'agent comptable de l'INJEP

Nom : _____ Raison sociale : _____

Activité : _____ Adresse : _____

Courriel : _____ Tél. : _____

Souhaitez-vous recevoir des informations (newsletters, communiqués) de l'INJEP par courrier électronique ?

Oui Non

Signature : _____

Directeur de la publication

par intérim: Jean-Marc Siry

Conseillères scientifiques:

Marie Dumollard, Francine Labadie

Rédacteur en chef:

Roch Sonnet

Rédacteur du numéro:

Laurent Lardeux

Correction:

Sabrina Bendersky

Mise en page:

Catherine Hossard

Impression:

Centr'imprim – Issoudun

ISSN : 2112-3985



Bulletin
d'études et de
synthèses de
l'Observatoire
de la jeunesse